

7 novembre 2017 | par Marc Fresso



"Faire le choix des TER, c'est faire le choix des LGV en Occitanie", affirment Carole Delga et les signataires. © Benjamin Pasquier

LGV Bordeaux-Toulouse : un lobbying des élus qui attise celui des opposants

La présidente de la région Occitanie, Carole Delga, et plusieurs élus ont écrit, le 2 novembre 2017, au Premier ministre pour demander une nouvelle fois au gouvernement de sauver les projets de LGV Bordeaux-Toulouse et Perpignan-Montpellier. Reste que, localement, le premier projet ne fait pas l'unanimité.

Encore un appel du pied à l'État de la part du lobby des projets de LGV en Occitanie. La présidente de la Région, Carole Delga (PS), ainsi que 43 parlementaires de tous bords politiques ont adressé, le 2 novembre 2017, [un courrier](#) au Premier ministre pour demander "la réaffirmation de l'engagement de l'État à la réalisation des deux LGV entre Bordeaux et Toulouse et Montpellier et Perpignan dans la future loi de programmation".

"Le temps est venu de rétablir une plus grande justice territoriale et une solidarité nationale pour la France des éloignés", écrivent les signataires. Peu importe la priorité redonnée par les pouvoirs publics à l'amélioration des dessertes ferroviaires existantes, peu importe le coût de construction faramineux des deux projets : 13,5 milliards d'euros en valeur 2012 pour Bordeaux-Toulouse/Hendaye et 6,3 milliards pour Perpignan-Montpellier selon les conclusions du rapport de 2013 de la commission Mobilité 21 présidée par Philippe Duron.

Après la "pause" décrétée par Emmanuel Macron en matière de grands projets d'infrastructure, les élus d'Occitanie souhaitent donc obtenir l'assurance que ces deux lignes figureront bien dans la future loi de programmation prévue en 2018 et convaincre le nouveau Conseil d'orientation des infrastructures, présidé par Philippe Duron, qui doit aider à la préparer.

"Les lignes à grande vitesse (LGV) traversent la France des Régions mais s'arrêtent aux portes de l'Occitanie" tandis que *"sur l'ensemble de la population métropolitaine située en train à plus de 4 heures de Paris, 58% habitent dans notre région"*, pointent-ils en invoquant l'aménagement du territoire.

Des arguments parfois curieux

Pour convaincre Matignon et l'Élysée, les élus mettent aussi en avant des arguments spécieux. Ces deux LGV "ne sont pas des projets nouveaux" car "142 millions d'euros ont déjà été investis depuis dix ans", rappellent-ils. Surtout, ceux-ci expliquent que "faire le choix des TER, c'est faire le choix des LGV en Occitanie". Parce que "leur mise en service est, selon eux, l'unique option pour libérer des sillons et désaturer les lignes existantes permettant ainsi à la Région d'augmenter la fréquence des TER en heures de

pointe". Dépenser des milliards d'euros en LGV pour libérer des dessertes TER est sans doute une piste de réflexion à creuser...

Les signataires affirment ainsi que les LGV Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Perpignan amélioreraient *"la vie quotidienne de 6 millions d'habitants"*. Cette conclusion ferait presque oublier que le projet de LGV au sud de Bordeaux ne suscite pas une adhésion totale sur le terrain.

Une coordination contre les projets inutiles

Cet argumentaire n'est en effet pas suivi par une partie de l'opinion d'Occitanie, qui le long du tracé de la ligne Bordeaux-Toulouse, tente de faire entendre sa petite musique face à la puissance médiatique des élus locaux. La Coordination interrégionale contre les grands projets inutiles Occitanie-Nouvelle Aquitaine fédère plusieurs associations locales d'opposants (CADE, Alternative LGV Midi-Pyrénées, Coordination 47, Amis de la Terre Landes, etc.).

Ainsi, cette coordination a acheté un encart publicitaire (3.500 €HT) dans deux éditions locales (Gironde et Lot-et-Garonne) du quotidien Sud Ouest pour rappeler son opposition à une LGV et son soutien à une alternative qui consiste à moderniser les voies ferroviaires existantes à moindre coût.

L'enquête d'utilité publique relatif à GPSO menée fin 2014 *"a recueilli plus de 14.000 contributions de citoyens, d'associations, de socioprofessionnels, de collectivités territoriales... 93% de ces contributions n'étaient pas favorables au projet"*, rappelle la coordination. Elle souligne aussi que la commission d'enquête a finalement émis un avis défavorable à la réalisation de la LGV Bordeaux-Toulouse en raison de *"l'acceptabilité sociale du projet faible"* ou de l'absence de *"l'expression d'un véritable besoin de lignes à grande vitesse dans le Sud-Ouest"*.

Certes, un certain nombre d'opposants associatifs sont motivés par le fait qu'ils ne veulent pas voir une LGV traverser leur jardin. Pour autant, leurs arguments doivent-ils être balayés d'un revers de la main ?

Marc Fresso

<http://www.mobilicites.com/011-6577-LGV-Bordeaux-Toulouse-le-lobby-des-elus-maintient-la-pression.html>